



Journée Energie

du Pays Ruthénois



Pour une transition énergétique des collectivités

12/06/13

Journée Energie du Pays Ruthénois

12 Juin 2013

Direction

Départementale

des

Territoires

de l'Aveyron



PRÉFET
DE L'AVEYRON

Service Energie Déchets et Prévention des Risques (SEDPR)
Unité Bâtiment Energies Déchets (UBED)

La Direction départementale des Territoires

- Créée au 01/01/2010
- Issue de la fusion de la DDE et DDAF
- Comporte 5 services et 3 agences
 - Secrétariat Général
 - Service Energie, Déchets et Prévention des Risques avec **Unité Bâtiment, Energie** et Déchets
 - Service Aménagement du Territoire, Urbanisme et Logement avec **Unité Habitat Logement**
 - Service Agriculture, Forêt et Développement Rural
 - Service Eau Biodiversité
 - Agence Centre-Nord, Agence Ouest et Agence Sud

Unité Habitat Logement

- Délégation de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH)
=> Parc privé
- Logement HLM => Parc public
- Commission de conciliation, Pôle de lutte contre l'habitat indigne

Unité Bâtiment Energies et Déchets

A) Portage Politiques Publiques Qualité de la Construction

- Animation des réseaux professionnels - Partenariats
- Réglementations Techniques de la Construction
- Contrôle-Respect des Règles de Construction (CRC)
- Gestion du Patrimoine Immobilier de l'Etat,
- Conseil aux collectivités pour la Gestion du Patrimoine Bâti (Aide au recensement du patrimoine bâti)

Unité Bâtiment Energies et Déchets

B) Gestion des déchets

C) Référent Technique Energies Renouvelables

- * Information sur filières EnR

(Eolien, Solaire Photovoltaïque, Bois-énergie,
Méthanisation, Hydroélectricité, ...)

- * Suivi du développement

- * Conseil, aide aux porteurs de projets

Les personnes ressources à la DDT12

Règlementations Techniques Construction

* Mme COSTECALDE : 05-65-75-48-63

marie-paule.costecalde@aveyron.gouv.fr

* M. JM DUPLAN : 05-65-75-49-78 jean-marie.duplan@aveyron.gouv.fr

* Mme NEGRE : 05-65-75-49-79 nadine.negre@aveyron.gouv.fr

Energies Renouvelables

* M. P GUITARD : 05-65-75-78-31 patrice.guitard@aveyron.gouv.fr

ANAH

* ddt-delegationlocale-anah@aveyron.gouv.fr

* Mme VINEL : 05-65-75-49-26

Merci pour votre attention

INFO → **ÉNERGIE**
De l'AVEYRON

**AGENCE DEPARTEMENTALE
D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT**



**ADIL
DE
L'AVEYRON**



Ses missions

INFO LOGEMENT

conventionnée ministère du logement

Toute l'information juridique, financière et fiscale sur le logement et l'habitat

INFO ENERGIE

conventionnée ADEME

Conseil gratuit, neutre et indépendant sur la maîtrise de l'énergie et les énergies renouvelables



L'ADIL/EIE un guichet unique qui additionne l'expertise de ses juristes et de ses conseillers énergie.

Ses missions

Un acteur du droit au logement

Membre du secrétariat permanent du PDALPD, l'ADIL/EIE contribue au fonctionnement de tous les dispositifs du droit au logement. (FSL, BAL, lutte contre la précarité énergétique et l'habitat indigne...)

Actions auprès des collectivités

- OPAH/PIG Grand Rodez (groupes de travail)
- PIG Pays Rouergue Occidental et Haut Rouergue (groupes de travail)
- PNRGC participation au comité pilotage Plan Climat Énergie Territorial ,groupe de travail éco-construction ...
- GRAMOND démarche AEU (Approche Environnement de l'Urbanisme). Réflexion sur l'aménagement d'un nouveau quartier
- LACROIX BARREZ création de logements locatifs permanent pour seniors. Réflexion sur les exigences réglementaires et les performances énergétiques
- CRANSAC réflexion sur le lotissement HQE du Belvédère rédaction du cahier des charges « Conception/construction »
- SAINT JEAN D'ALCAPIES réflexion sur la création de la « Maison des Énergies »

Actions grand public

- PNRGC / PCeT : Nuits de la thermographie / Défi Familles à Énergie Positive
 - Com. Com. Millau Grands Causses : mise en place d'une permanence hebdomadaire suite à la thermographie aérienne et au salon de restitution des données, réalisés en 2012
 - LAGUIOLE : réflexion sur l'éco-lotissement des Frênes. Atelier discussion et information sur les énergies renouvelables, les financements liés aux économies d'énergie
- *Et aussi nombreuses actions d'information / sensibilisation / formation à la demande des enseignants, responsables associatifs, travailleurs sociaux...*

Actions auprès des professionnels

- DREAL/DDT :
réunions d'information des professionnels de la construction sur les aides financières 2010 et 2011
- PNRGC/CAPEB : chaque année réunions d'information sur les aides financières

NOS COORDONNEES



INFO → ÉNERGIE
de l'AVEYRON

7, place Sainte Catherine
12000 – RODEZ

05 65 68 06 41

info.energie12@orange.fr

12 juin 2013

journée des énergies du Pays Ruthénois



Les missions et les outils du CAUE pour accompagner les projets des collectivités et des territoires

CAUE
de
L'AVEYRON

Projets d'aires de co-voiturages
Projets de centrale de méthanisation

Vers l'égalité des territoires : une introduction¹

Éloi Laurent² (OFCE/Sciences Po, Stanford University)

L'auteur



Éloi Laurent est économiste senior et conseiller scientifique à l'OFCE (Centre de recherche en économie de Sciences Po). Macro-économiste de formation, ses travaux portent actuellement sur la soutenabilité environnementale et le bien-être individuel et social. Il est l'auteur ou l'éditeur d'une dizaine d'ouvrages (dont trois traduits en plusieurs langues) et d'une centaine d'articles publiés dans les revues françaises et internationales. Attaché parlementaire à l'Assemblée nationale (1999-2000), puis collaborateur au cabinet du Premier ministre (2000-2002), il a été chercheur invité à New York University, Columbia University et Harvard University ainsi que professeur invité à l'université de Montréal. Il enseigne aujourd'hui à Stanford University, Sciences Po et au Collège des hautes études européennes.

Publications : <http://www.ofce.sciences-po.fr/pages-chercheurs/laurent.htm>

7. Transition énergétique et égalité des territoires

Gérard Magnin,

Synthèse

Transition énergétique et égalité des territoires

Les valeurs d'égalité, de solidarité et de service public ont fortement imprégné le système énergétique fondé à la Libération. Ces valeurs gardent plus que jamais leur pertinence mais les instruments créés pour les servir demandent à être revistés. L'énergie est un domaine d'activité économique dont la dimension territoriale prend un relief nouveau maintenant que nous devons construire et réhabiliter avec des hauts standards de performance énergétique, que les technologies sont disponibles pour produire de l'énergie thermique et électrique à partir du soleil, du vent, de la mini-hydraulique, du bois, du biogaz, de la géothermie ou de la récupération de chaleur perdue. Quelles sont les limites de la péréquation tarifaire de l'électricité ? Que signifie concrètement un service public de l'énergie pour le 21^e siècle ? Comment les dimensions économiques, sociales et écologiques peuvent-elles se trouver réunies dans une approche énergétique renouvelée, au-delà des idées reçues et de fausses certitudes ?



Martin MALVY

Regard d'élus

Transition énergétique : des responsabilités aux territoires pour réduire les inégalités

La crise économique et financière ne doit pas nous faire oublier l'urgence à résoudre les problèmes posés par les changements climatiques et par un modèle énergétique à redéfinir

Extraits du rapport : vers l'égalité des territoires

« Inscrire la transition énergétique au cœur des sentiers de développement des territoires. Fournir à tous les petits et moyens consommateurs un service de proximité. »

« ...alimenter l'économie du territoire en permettant aux collectivités et aux acteurs locaux d'investir pour exploiter les potentiels énergétiques de leurs territoires en économie d'énergie comme en ressources renouvelables.

On crée le nouveau en donnant aux territoires les capacités à être d'avantage maître de leur destin, entrepreneur du futur et lieux d'initiatives énergétiques »

1/ AIRES DE COVOITURAGE - NOUVEAUX ESPACES PUBLICS?

**Un enjeu du développement durable
dans le domaine de l'aménagement et de l'urbanisme**

2/ CENTRALE DE MÉTHANISATION outils de développement des territoires



1/ AIRES DE COVOITURAGE NOUVEAUX ESPACES PUBLICS?

méthode de conception :

Pour la définition de l'identité des aires de covoiturage
à l'échelle des Pays : signalétique, mobilier,
plantations, matériaux...

accompagnement du CAUE auprès des communes

Diagnostic et schéma directeur pour chaque site

Mettre en lien avec les usages et les habitants

Proposer une ressource documentaire

DE NOUVEAUX ESPACES PUBLICS?

DEFINIR UNE IDENTITÉ COMMUNE

ET S'ADAPTER A CHAQUE SITE

Mobiliers, équipements, plantations, matériaux...



1-2-3 / Aménagement du jardin des bords de l'Aveyron (voir ci-dessous) : un espace public, un espace commun, un espace de vie. Le jardin des bords de l'Aveyron est un espace public, un espace commun, un espace de vie. Le jardin des bords de l'Aveyron est un espace public, un espace commun, un espace de vie.



DEFINIR LES FONCTIONS :

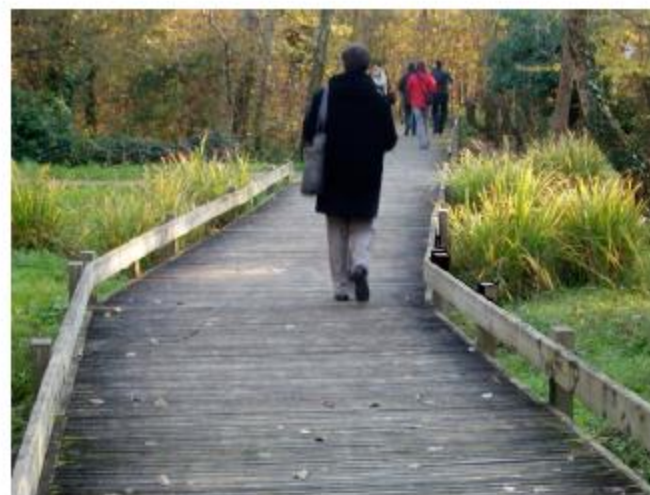
Stationnements : auto, vélo, camping-car, bus...

Informations : tourisme, services, pic-nic... *Lifters plaats* ?



DÉFINIR LES MATÉRIAUX

pour chaque usages :
stationnements,
circulations douces
Plantations...



DÉFINIR LES EQUIPEMENTS : mobiliers, informations, sanitaires, services...



CAUE
de
L'AVEYRON



Imaginer : d'autres solutions



Organiser : une circulation douce vers la commune



In situ AE / Zéphir Paysages - Nantes

Accompagnement des communes Diagnostic & schéma directeur

PAYS DU ROUERQUE OCCIDENTAL

CONSEIL POUR L'AMENAGEMENT
D'AIRE DE CO VOITURAGE

COMMUNE DE LA CAPELLE BLEYS

[Conseils aux Elus et aux collectivités locales](#)

D. Jacomet - Architecte D.P.L.G.
Novembre 2011

**CONSEIL D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET DE L'ENVIRONNEMENT
DU DÉPARTEMENT DE L'AVEYRON**

immeuble Sainte Catherine 1200 Rodez
tel : 05 65 68 66 45 – www.caue-mp.fr - courriel : caue-12@caue-mp.fr



Le site en partie aménagé en parking, se trouve en bordure de la zone artisanale de la Peyrière



CAUE
Conseil pour l'aménagement d'un site de co-votage - commune de la Capelle Bleue - novembre 2011



ÉTAT DES LIEUX

Le terrain qui sert actuellement de parking et de route de retour est en partie asphalté.

Il a été aménagé avec plusieurs équipements :
Espaces de pic-nique (tables et bancs en bois)
Conteneurs à verre, à journaux et poubelles

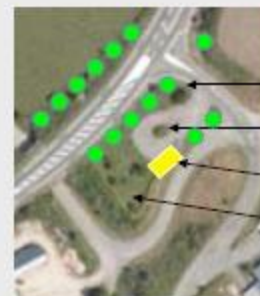


CAUE
Conseil pour l'aménagement d'un site de co-votage - commune de la Capelle Bleue - novembre 2011



L'aménagement du carrefour est principalement routier : signalétique, abri bus, marquage au sol...

Le projet d'aménagement sera l'occasion d'une réorganisation des différentes fonctions pour une meilleure lisibilité des espaces



Conseil d'aménagement

Les aménagements devront respecter le caractère rural du site. On évite l'imperméabilisation du sol ainsi que l'installation d'un mobilier « désolé » (réverbères et pavés parterre, etc...)

L'aménagement d'un alignement d'arbres le long de la RD peut servir de signal de transition afin d'atténuer le caractère routier du carrefour

La suppression de la raquette doit permettre d'organiser le stationnement en distinguant la zone de stationnement (enherbé, sous les arbres) et la circulation (asphalte)

L'installation d'un « abri » pour les scolaires et le co-votage pourra protéger de la pluie et du soleil durant la période estivale

Le réaménagement d'une aire de repos et de pic-nique participe à la requalification de l'espace

Il sera souhaitable de déplacer les conteneurs à proximité de la zone artisanale

Compte tenu de la distance relative au bourg une réflexion sur la création d'une liaison douce (vélos - piétons) sera judicieuse

Le projet d'aire de co-votage de la Capelle Bleue pourra servir à définir l'identité des sites du Pays du Rouergue Occidental : choix de mobilier et de la signalétique (borne Inter-active ?), des plantations, modalités d'aménagement des surfaces de stationnement et de circulation...

Le projet pourrait être étudié par un maître d'œuvre (architecte ou paysagiste diplômée) et faire l'objet d'une consultation restreinte.

CAUE
Conseil pour l'aménagement d'un site de co-votage - commune de la Capelle Bleue - novembre 2011



La plantation d'arbres protège du soleil



ANNEXE : REFERENCES STATIONNEMENT



Le stationnement n'impose pas l'imperméabilisation



conseil pour l'aménagement d'une aire de co voiturage – commune de la Capelle Bleys - novembre 2011



Un mobilier « rural » simple



Bordures et soutènement à caractère rural et économique



conseil pour l'aménagement d'une aire de co voiturage – commune de la Capelle Bleys - novembre 2011

Centre de documentation et de ressources



POUR LA QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE DES PARKINGS DES GARES



L'engagement de la Région Midi-Pyrénées au travers du Plan Rail pour la rénovation du réseau a permis de multiplier par deux en dix ans la fréquence des trains régionaux. La fréquentation a suivi la même progression.

Un succès qui conforte les axes majeurs d'une politique d'anticipation menée sur le long terme et qui impose de poursuivre réflexion et action avec une approche globale.

Le parking est un élément incontournable de l'intermodalité au cœur de ce projet. Un diagnostic a ainsi été réalisé, conjointement avec la SNCF, fournissant à la fois un état des lieux (saturation, fréquentation...) et une projection quant aux besoins à 5, 10 voire 15 ans.

La Région a décidé de soutenir les projets d'aménagement et d'extension de ces équipements.

Ce guide s'adresse donc à tout acteur territorial concerné afin de lui donner les clés pour mener à bien ce type de projet. Cette action s'inscrit dans le cadre de l'Agenda 21 régional qui a pour vocation de mieux prendre en compte le développement durable dans le cadre des politiques régionales.

LA GARE, UN ESPACE URBAIN AUX MULTIPLES ENJEUX

Au travers de ses critères d'intervention, la Région a identifié les principes qu'elle souhaite voir respecter dans les projets :

- l'intermodalité : transports collectifs et modes doux (vélo notamment),
- la gratuité d'accès aux parkings pour les usagers du TER,
- la qualité environnementale et le respect des normes d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite.

Intégration urbaine, respect de l'environnement, incitation du public à l'usage de déplacements collectifs sobres, sécurité des personnes et des équipements, accessibilité... Les exigences à prendre en compte sont nombreuses, complexes et interdépendantes.

La structure de réflexion que nous proposons comprend donc 3 étapes, qui devraient permettre de traiter l'ensemble des problématiques, de prendre en compte l'ensemble des contraintes et de structurer un projet satisfaisant.

En effet, la présence d'une gare sur un territoire ainsi que les flux de voyageurs peuvent être l'occasion d'une valorisation commerciale de la gare et de ses abords (services tels que parkings fraîcheur, présence de commerces, etc.). Elle peut donc représenter un réel atout pour la commune.



BÉNÉFICIAIRES

Les collectivités territoriales et leurs groupements, la SNCF etc., dans le cadre des conventions territoriales (périmitre des Pays, Pays Naturels Régionaux, Communautés d'Agglomération).

ÉTAPE 1 RÉFLÉCHIR AUX BESOINS À L'ÉCHELLE DU TERRITOIRE

Échelle de réflexion et de partenariat

L'ensemble du territoire desservi par la gare : Pays, communautés de communes, communauté d'agglomération, communes...

Enjeu

Favoriser l'usage du train, c'est permettre aux usagers de se garer à proximité de la gare, tout en encourageant les alternatives à la voiture particulière (covoiturage, usage du vélo, transports en commun, transports à la demande, deux roues...). L'aménagement de parkings répond donc à un besoin de la population et contribue à valoriser son site d'implantation (valorisation urbaine). Préciser les besoins permet également de définir le bon périmètre d'étude et d'investissement, financier et foncier, pour le projet.

Cette réflexion est à conduire en relation avec les autres gares de la ligne. L'évolution des arrêts et des horaires, les dessertes, la qualité du parcours d'accès peuvent avoir une répercussion sur le choix des gares de rabattement. Par ailleurs, des choix stratégiques peuvent être réalisés afin de privilégier le développement des abords d'une gare en fonction des projets urbains d'une commune d'accueil et, plus globalement, de son territoire environnant. Enfin, lorsque la réalisation du parking au plus près de la gare n'est pas possible (foncier non disponible), il s'agit de prendre en compte des solutions d'intermodalité (navettes, transport en commun...).

En complément des déplacements domicile/travail, il est important de prendre en compte les différentes fonctions et usages possibles du parking aujourd'hui ou demain.

Selon sa localisation, il pourra assurer également l'accès à un site touristique, une manifestation, un espace de détente (itinéraire cyclable de loisir...), voire remplir d'autres usages (marché le week-end par exemple).

Le choix d'une équipe de conception et de réalisation du projet qualifiée et avec références environnementales est un atout de réussite du projet.



Pistes de réflexion

- Quels sont les besoins actuels et futurs d'accès à la gare : pour quel public, en quelle proportion et à quelle fréquence, aujourd'hui et demain ?

- Quelles sont les attentes et exigences ? Quels sont les équipements en présence et quelles sont les évolutions à venir en terme d'habitat, de développement économique, d'équipements de loisirs, de pôles d'enseignement et de formation, de sites touristiques ?

- Quelles sont les réflexions et projets engagés concernant l'urbanisme et la gestion des déplacements: Plan de Déplacements Urbains, Plan de Déplacements Entreprise, agenda 21, Schéma de Cohérence Territoriale, Plan Local d'Urbanisme...? Les réseaux de transports en communs sont-ils correctement reliés à la gare et permettent-ils de joindre la gare et les principaux pôles de centralité?

- Sont-ils amenés à évoluer? Un réseau de pistes cyclables existe-t-il, en lien avec la gare (continuité)? Quelles sont les politiques Initiatives/facilitatrices au covoiturage?

- En quoi le parking peut être utile au regard des projets engagés par le territoire, des équipements prévus, des événements organisés?

ÉTAPE 2 ÉTUDIER LE SITE À L'ÉCHELLE DU QUARTIER

Échelle de réflexion et de partenariat

Communes, quartier, environnement proche de la gare, propriétaires fonciers, SNCF, Réseau Ferré de France, riverains...

Enjeux

Le parking étant un véritable espace public pouvant remplir bien d'autres rôles, il est essentiel de définir le projet en fonction d'un diagnostic du lieu et de son environnement, de ses fonctions au regard du plan d'urbanisme: quels potentiels, quelles contraintes et quelles problématiques, cet équipement peut-il permettre de conjurer?

- Quelles sont les caractéristiques du lieu concerné: espace urbain, industriel, récréatif?

- La question du foncier et de la réglementation d'urbanisme est essentielle. Les procédures peuvent être longues et doivent être anticipées.

- Les accès doivent être fonctionnels et qualitatifs pour tous les modes de déplacement: à pied, en voiture, à vélo, en deux roues, en navette, en bus...

- Le parking est un aménagement lourd, pour éviter de le surdimensionner, l'aménagement peut être phasé.



Pistes de réflexion

- Quel est l'environnement immédiat du site (atouts et faiblesses à valoriser): relief, végétation, éléments d'intérêt à valoriser?

- Pour répondre aux besoins ou s'adapter au contexte local, le parking ne jouxte pas forcément la gare, il peut être relié à la gare par une navette ou un cheminement piéton lisible et agréable.

06



Gestion de la pente, maintien de la végétation à - Tormaison Lavilledieu (24)

- Le site est-il soumis à des risques naturels ou technologiques? Dans le cas de friches industrielles, les sols sont-ils pollués?

- Dans le cas de friches «visuelles», terrains non entretenus aux abords de la gare, peut-on imaginer une gestion de ces espaces? Quels sont les accès possibles par les différents modes de transports? Quelles sont les dispositions prévues pour le quartier dans les documents d'urbanisme?

Ce diagnostic permet de définir le lieu d'implantation le plus approprié pour le projet d'aménagement et d'adapter le choix d'aménagement à la spécificité du site.

- Quels sont les besoins fonctionnels du quartier auxquels le parking doit répondre: usages collectifs et individuels, connections, esthétique globale, animation des lieux?

Cette approche doit permettre de mettre en cohérence l'ensemble des fonctionnalités et d'élargir la part d'aménagement: voies de circulation, place du végétal, aménagement de vues, type de mobilier, etc.

- Cela peut se traduire aussi par une valorisation culturelle ou touristique d'un bâtiment.

- Quels sont les propriétaires fonciers, les servitudes les contraintes, la destination des terrains pour engager le plus en amont possible une concertation et traiter à l'amiable? Avec la SNCF ou Réseau Ferré de France, quelles sont les procédures de mises à disposition ou d'acquisitions à prendre en compte, de même que les préconisations techniques pour le bon fonctionnement de l'activité ferroviaire et la sécurité des voyageurs?

Ces réflexions doivent être réalisées en anticipant les effets induits sur les documents d'urbanisme.

- Quels sont les besoins fonctionnels du parking actuels et à venir: accès et accessibilité pour les piétons, vélos, véhicules, déposes minutes, autocars, bus, navettes, taxis, le nombre de places de parkings, les modalités d'incitation au covoiturage, l'accessibilité des personnes à mobilité réduite, les cheminements, les services offerts...

00

07

ÉTAPE 3 CONCEVOIR LE PROJET DANS UNE DÉMARCHE DE QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE

Échelle de réflexion et de partenariat

Le projet, le site, les riverains, les parties prenantes, les usagers.

Enjeux

Votre projet, le chantier, l'usage du lieu auront un impact sur l'environnement. Le prévoir, c'est réduire les nuisances à la source. De manière progressive et participative, vont pouvoir être abordés : l'impact environnemental du chantier et du projet et ce, sur le long terme. Eau, énergie, matériaux, déchets : la sobriété est l'une des clés de l'efficacité !

Cette vigilance se retrouvera tout au long du projet, jusqu'à des bilans réguliers : fin de chantier, état des lieux périodiques...

POUR LA CONCEPTION

- Quelle est la situation physique du terrain au regard de l'exposition, de l'orientation (vent, pluie, soleil, topographie), du ruissellement et de l'infiltration des eaux de pluie ?

- Quels matériaux et matériels utiliser (labellisés, locaux, recyclables...) pour une intégration harmonieuse dans l'environnement, y compris visuel ?

- Quels aménagements paysagers prévoir, et quels végétaux choisir pour s'adapter au contexte du site et limiter l'entretien (résistance, consommation en eau, entretien) ?

- Quel mobilier urbain cohérent avec les autres aménagements de la commune ?

Pistes de réflexions

POUR LE CHANTIER

- Comment limiter l'impact du chantier : du bruit, pollutions inhérentes aux travaux (charte chantier propre), assurer le respect du droit du travail (clauses sociales et environnementales dans les marchés publics) ?

- Comment anticiper et mutualiser les travaux (accessibilité numérique, amélioration des réseaux) ?

- Comment garantir une accessibilité à la gare pendant les travaux : signalétique et information adéquates, solutions provisoires... ?

POUR LA GESTION ET L'ENTRETIEN

- Comment va vivre cet équipement : cycle de vie des équipements, entretien, comportement des usagers... ?

- Comment responsabiliser les usagers (porter à connaissance la démarche qualitative engagée...), faire le bilan de l'opération ; évaluer la satisfaction des usagers et des performances (éclairage public...) et faire les ajustements nécessaires ?



Mobilier urbain en béton aux lignes épurées.
Port sud à Ramonville-St-Agne (31)

08

QUELQUES EXEMPLES ILLUSTRÉS

À titre d'information, les travaux réalisés en gare de Grisolles (82), dont vous trouverez plusieurs illustrations, peuvent être considérés comme exemplaires. Le coût de l'aménagement de 117 places a été estimé à 508000 €, soit près de 4350 € ramené à la place de stationnement voiture.

Gestion des eaux de pluie

LES PRINCIPAUX ENJEUX

- Favoriser la perméabilité des sols et l'infiltration des eaux de pluie afin de réduire le ruissellement et les risques d'inondation liés,
- Limiter la pollution par les hydrocarbures,
- Veiller aux pollutions accidentelles,
- Traiter les eaux pluviales avant infiltration ou rejet dans le réseau ou dans le milieu.

LES SOLUTIONS À PRIVILÉGIER

- Mettre en place un système de récupération, de traitement et de stockage des eaux de pluie pour d'autres usages si possible (arrosage, sanitaire, autres...)
- Prévoir un dispositif de rétention et de traitement des pollutions chroniques ou accidentelles (ex : noues, séparateurs d'hydrocarbures, bassins...).



Aménagement pluvial en milieu urbain qui s'adapte à la topographie du lieu - Seirajacques de la Lardie (35)



Noue de guidage et de rétention, avec possibilité de récupération pour arrosage
Parking gare de Grisolles (82)



Rejet eaux pluviales dans des noues
ZA Cassé 1 - St Jean (31)

09

AMÉNAGEMENT D'UN PARKING DE GARE

L'aménagement d'un parking de gare ferroviaire au cœur des questions de mobilité.

GRIS-OLLES, 82 - 2008/2010



Commanditaire

Commune de Gris-olles et Communauté de Communes du Tonnais Gris-olles-Villebrunier (CCTOV)

Bénéficiaires

Les collectivités, les usagers de la SNCF, les habitants et les visiteurs de la CCTOV

Cadre de l'intervention du CAUE

Convention Région-Département-CAUE pour les politiques territoriales

Cout de l'action

40 000 € sur 3 ans

Financement

Région : 35 %, Département : 35 %, CAUE : 30 %

DESRIPTIF DE L'ACTION

Objectifs des collectivités

- Résoudre les difficultés de stationnement suite à la très large insuffisance du parking existant.
- Qualifier l'entrée de ville.
- Inscrire ce projet dans la réorganisation des circulations et des espaces publics du quartier de la gare et du centre bourg.
- Valoriser les terrains récemment acquis : propriétés de la SNCF et friches industrielles voisines.
- Parallèlement, à l'échelle de l'intercommunalité, engager une réflexion sur les déplacements et une étude sur la valorisation culturelle et touristique des gares de Gris-olles et Dauphinaise en liaison avec le Canal de Garonne.

Objectifs du CAUE 82

- Participer à l'émergence d'un projet cohérent aux diverses échelles de l'aménagement.

- Poursuivre l'accompagnement de la démarche "Charte paysagère et architecturale" du Tonnais Gris-olles-Villebrunier lancée en 2005, en lien avec l'architecte-conseil de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI).
- Clarifier les enjeux de l'intermodalité et le jeu des acteurs concernés.
- Faire prendre en compte des éléments culturels tels que la création architecturale, le paysage, l'espace public, le patrimoine bâti, ... dans les projets d'équipement et d'aménagement.



Méthodes

- Etude préalable du contexte de l'intervention.
- Définition d'un cahier des charges qualitatif pour la consultation des bureaux d'études et le choix du maître d'œuvre.
- Association et articulation des multiples maîtrises d'ouvrage : commune, SNCF, Voies Fermées de France (VNF), Voies Navigables de France (VNF), ...
- Création d'un comité de pilotage et d'une commission de suivi technique en lien avec les groupes mis en place pour les autres actions (valorisation culturelle et touristique, déplacements, restructuration du quartier de la gare, ...), associant maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre et partenaires techniques.

- Vue du parking aménagé à son ouverture
- Le site avant travaux

Résultats

- Solutions apportées aux problèmes d'accès et de fonctionnement du parking.
- Premiers éléments d'une requalification paysagère ouvrant de nouvelles vues sur la silhouette du bourg et prenant en compte le rôle du Canal de Garonne comme cœur des cotéaux.
- Mise en place d'un nouveau "design" pour l'environnement ferroviaire.
- Engagement d'une culture partagée pour les projets d'aménagement urbain et du territoire : le projet et ses développements ont débouché comme "Grand Projet de Pays" régional pour le Pays Montalbanois.
- Prise en compte des questions d'environnement : gestion de l'eau, (soixante-bitrants, plantations adaptées), récupération des déchets de chantier et mise en gestion d'éléments existants dans le projet (utilisation de rails en clôture et en éclairage, ...), accordée avec les déplacements doux en place et prévus (vélo voie verte du Canal, lien avec les espaces publics du bourg, ...)

RÔLE DU CAUE 82

- Participation à l'étude préalable et à la définition du cahier des charges pour la consultation des bureaux d'études, notamment sous les aspects qualitatifs et environnementaux.
- Participation au comité de pilotage, à la commission technique et aux groupes de travail : apport documentaire et méthodologique, animation, réalisation de schémas explicatifs.
- Interface entre les maîtres d'ouvrage, leurs partenaires techniques et les bureaux d'études pour soutenir les orientations qualitatives de la maîtrise d'ouvrage et faire précéder l'acte de la maîtrise d'ouvrage.
- Observation du bon déroulement de l'action et de sa cohérence avec les autres actions menées en parallèle.

ÉVALUATION

- Aménagement créé de bonne qualité paysagère, urbaine et architecturale.
- Implication réelle des élus mais partenariat difficile avec les autres maîtres d'ouvrage (VNF, SNCF), compte tenu, en particulier, des contraintes techniques et financières liées au trafic ferroviaire.
- Difficultés liées à la maîtrise foncière des terrains industriels ou commerciaux limitrophes.
- Bonne adaptabilité de la maîtrise d'œuvre à la multiplicité des acteurs.
- Gestion moyenne du temps (6 mois de retard mais objectifs atteints).
- Opération reproductible pour des aménagements similaires.

PARTENAIRES

- Agence d'architectes urbanistes Torres-Bonorden, associée à l'architecte paysagiste Sagot.
- Des élus et les techniciens de la commune.
- Des représentants élus, la structure technique et l'architecte-urbaniste commun : l'Agence d'Urbanisme (AUE).
- Des représentants, élus et techniciens, de la Région et du Département.
- Les agents de la SNCF, de VNF, de VNF.



Les actions de l'association CAUE 82 sont financées par le Département de l'Aveyron.

Président : Philippe PÉRIE, 24000 Rodez
Chargé de mission : Anne LÉVY, 24000 Rodez
Coordonnées : 05 65 00 00 00



1. Vue du parking aménagé à son ouverture
2. Le site avant travaux



INTÉRÊTS

Paysage d'un projet ferroviaire à son ouverture spatiale.

LIMITES

Difficulté de coordonner une maîtrise d'ouvrage multiple.

EN SAVOIR +

CONTACTS

CAUE 82, Philippe PÉRIE,
05 65 00 00 00

stationnements enherbés à Rignac

< contexte du projet >

une structure bocagère / un terrain en légère pente

La qualité du site lui est imposée par la transition entre l'agglomération et le cadre rural qui sont les prémisses pour la présence d'une zone d'interface rural du terrain. L'aspect rural est à conserver dans le respect d'une structure bocagère très présente. Ce lieu est une des nouvelles « portes » d'entrée de Rignac, d'où la nécessité d'associer un site paysager à son aménagement.

des contraintes /

La construction d'un village de vacances implique un certain nombre de contraintes. La faible fréquentation dans l'année mais intense en saison est à prendre en compte. Une partie du parking est publique (accès libre aux usagers de la piscine et du parc de la Peyrière) tandis que l'autre doit être réservée aux résidents et donc fermée.

un matériau qui répond aux exigences du projet

L'emploi de l'herbe renforcée est apparu évident pour des raisons techniques mais également esthétiques. Matériau perméable, adapté à des stationnements de faible fréquentation, il valorise le lieu en conservant un aspect vert tout au long de l'année et permet un usage polyvalent.

Le parking est lié à la structure bocagère par la plantation de haies basées sur le modèle existant. Le modèle doux des pelles de stationnement accompagne la pente naturelle du terrain. La plantation d'arbres (essences locales telles que châtaigniers, chênes, frênes) alternée avec des arbustes a permis d'éviter l'emploi d'un grillage de clôture.

CAUE
L'Agence

< points techniques >

des avantages /

L'absence de marquage des places n'entraîne pas de paviment interne au même endroit, l'absence du paviment se fait donc de façon uniforme.



Le mélange terre végétale (100%) et gravier (60%) stabilise le sol tout en permettant la croissance de l'herbe.

Le mélange de graviers utilisés doit être résistant au piédonement.



Le coût de mise en œuvre est réduit par rapport à un autre matériau.

L'aspect naturel du parking intègre un entretien moins fréquent, sans qu'il n'engendre aucun risque, les bords étant bien définis par un gazon perlé. Ainsi, une coupe par mois sera effectuée au printemps pour une en été.

Coût de réalisation /

- 1 - mélange terre-gravier (fourniture et mise en œuvre avec terre prise sur place) 20 à 25 €/tonne soit environ 6 €/m².
- 2 - fond de forme (fourniture et mise en œuvre de la grave) : 10 à 15 €/tonne.
- 3 - engazonnement (fourniture et mise en œuvre) : 1 €/m².

Coût total : 12 €/m² environ

Coût d'entretien /

La première année est prise en charge par l'entreprise qui réalise les travaux (le contrat peut être de 2 ans) puis l'entretien est à la charge de la commune. (une tonne de 100m² revient environ à 1,5 €).

Maitre d'ouvrage : commune de Rignac (contact : M. Dembélé / Communauté de communes du Pays Rignacois)

Maitre d'œuvre : DDE
Réalisation 2007 : Berthier paysage

CAUE
L'Agence



2 / Intégration des projets de centrale de méthanisation

Diagnostic & schéma directeur

DOCUMENT PROVISOIRE

BELMONT-SUR-RANCE

Analyse du Site pour le projet
d'Intégration d'une Unité de Méthanisation
Collective Agricole

ORGANISATION DU TERRITOIRE

> LE RÉSEAU VIAIRE PRINCIPAL (RD 312), ROUTE DÉPARTEMENTALE DE LACAUNE À SAINT-AFFRIQUE, TRAVERSE LE TERRITOIRE COMMUNAL DU NORD AU SUD, AINSI QUE LE BOURG CENTRE.

> PLUSIEURS ROUTES DÉPARTEMENTALES CONVERGENT VERS LE CENTRE BOURG.



(d'après carte IGN, échelle 1:50 000)

ANALYSE DU SITE D'IMPLANTATION PRESSENTI AU REGARD DES RÈGLES D'URBANISME LOCALES

> LE DOCUMENT D'URBANISME DE LA COMMUNE DE BELMONT-SUR-RANCE EST UNE CARTE COMMUNALE.

> LE SITE EST EN ZONE N

> L'AUTORISATION D'URBANISME SERA DÉLIVRÉE EN FONCTION DE LA NATURE DU PROJET, ET SELON LA ZONE DANS LAQUELLE IL SE SITUE.

> DANS CE CONTEXTE, LE PROJET DOIT RELEVIER DE L'ACTIVITÉ AGRICOLE. CETTE NOTION A ÉTÉ COMPLÉTÉE PAR UN DÉCRET MODIFIANT LE CODE RURAL LE 19 FÉVRIER 2011.



LES DIFFÉRENTS FACTEURS POUVANT ORIENTER LE CHOIX DU SITE

LES FACTEURS RELATIFS AUX RÈGLES D'URBANISME LOCALES :

* LE DOCUMENT D'URBANISME DE LA COMMUNE DE BELMONT-SUR-RANCE EST UNE CARTE COMMUNALE.

LES FACTEURS RELATIFS AUX OBJECTIFS À ATTEINDRE :

* LA PROXIMITÉ DES BÂTIMENTS À DESSERVR PAR LE GÉNÉRATEUR CHALEUR.

LES FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX :

* NATURE ET APPÉTITE DES SOLS
* INTÉGRATION PAYSAGÈRE DU PROJET
* TOPOGRAPHIE



LES FACTEURS RELATIFS À LA LÉGISLATION DES I.C.P.E.

(Installation Classée pour la Protection de l'Environnement) :

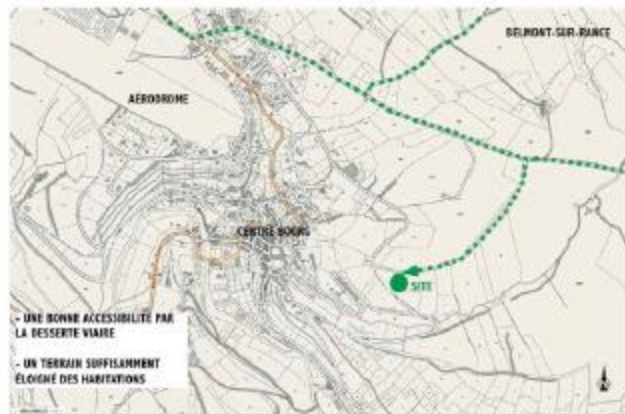
* LE TERRAIN NE DOIT PAS ÊTRE SITUÉ DANS LE PÉRIMÈTRE DE PROTECTION RAPPROCHÉS D'UN CAPTAGE D'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE
* LE SITE D'IMPLANTATION DOIT ÊTRE DISTANT D'AU MOINS 35 MÈTRES DES PUIES ET FORAGES DE CAPTAGE D'EAU EXTÉRIEURS AU SITE, DES SOURCES, DES COURS D'EAU ;

* UNE BONNE ACCESSIBILITÉ PAR LA DESSERTE VIAIRE.

* LE TERRAIN DOIT ÊTRE SUFFISAMMENT ÉLOIGNÉ DES HABITATIONS, À PLUS DE 50 MÈTRES DES HABITATIONS OCCUPÉES PAR DES TIERS.

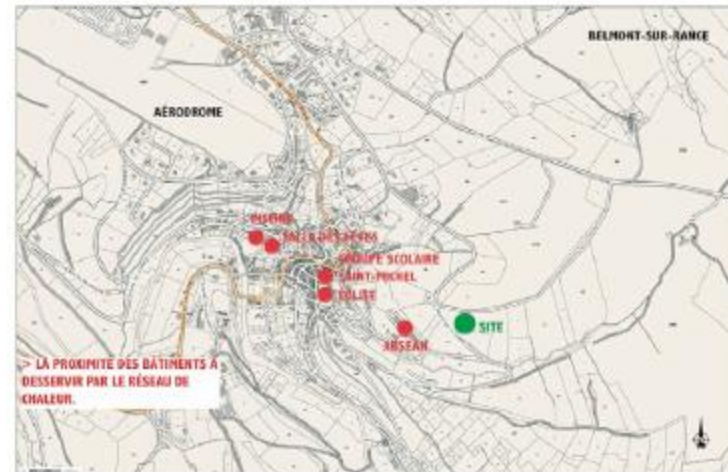
(art.6 article du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation)

ANALYSE DU SITE D'IMPLANTATION PRESSENTI - LES ACCÈS



CAUE de l'Aveyron

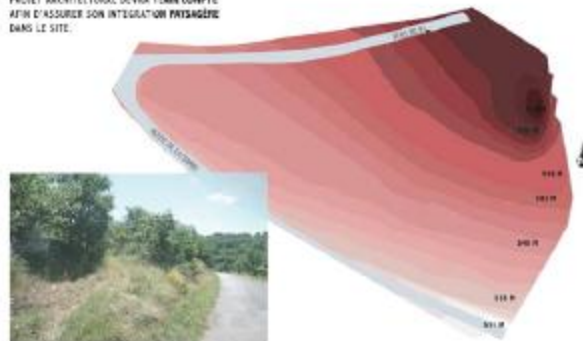
ANALYSE DU SITE D'IMPLANTATION PRESSENTI - SITUATION



CAUE de l'Aveyron

ANALYSE DU SITE D'IMPLANTATION PRESSENTI - LA TOPOGRAPHIE

UN DENSIFÈLE DU NORD AU SUD DONNE LE PROJET ARCHITECTURAL DEVRA TENIR COMPTE AFIN D'ASSURER SON INTÉGRATION PAYSAGÈRE DANS LE SITE.



LE RESPECT DU RELIEF DU SOL : ADAPTER L'IMPLANTATION DU BÂTI AU RELIEF



ÉVITER

ÉVITER L'IMPLANTATION DU BÂTIMENT PERPENDICULAIREMENT AUX COURBES DE NIVEAU.



ÉVITER

ÉVITER L'IMPLANTATION DU BÂTIMENT DANS UN VERSANT NÉCESSITANT LA CRÉATION D'UNE ASSIETTE ARTIFICIELLE.



PRÉFÉRER

PRÉFÉRER L'IMPLANTATION DU BÂTIMENT PARALLÈLEMENT AUX COURBES DE NIVEAU, AVEC UN DÉCALI DES TOURES PLUTÔT QU'UN REMBLAI.

ANALYSE DU SITE D'IMPLANTATION PRESENTI

2. ANALYSE DU SITE



p. 20 C.A.S.B. de l'Agence - Analyse de Site - Document n° 1000 - Mars 2013

RECOMMANDATIONS SUR L'IMPLANTATION DU PROJET : LES POINTS DE VUES

3. CONSEILS POUR UNE INTÉGRATION PAYSAGÈRE DU PROJET



p. 20 C.A.S.B. de l'Agence - Analyse de Site - Document n° 1000 - Mars 2013

RECOMMANDATIONS SUR L'IMPLANTATION ET L'AMÉNAGEMENT DES ABORDS

3. CONSEILS POUR UNE INTÉGRATION PAYSAGÈRE DU PROJET

> LES CONSTRUCTIONS DOIVENT S'ADAPTER AU MEILLEUR À LA PENTE NATURELLE DU TERRAIN SUR LEQUEL ELLES SONT IMPLANTÉES.

- ÉVITER LES IMPLANTATIONS EN CRÊTE, TRÈS VISIBLES,
- ÉVITER LES GROS DÉBORDS, PRÉFÉRER S'ADAPTER AUX COURBES DE NIVEAU DU TERRAIN NATUREL.



> IL EST ÉGALEMENT SUGGÉRÉ DE RECHERCHER UNE IMPLANTATION PRÉFÉRANT EN COMPTE LES CONTRAINTES FONCTIONNELLES LIÉES À L'EXPLOITATION (ENCOMBREMENT ET MANÈVRE DU MATÉRIEL).

p. 20 C.A.S.B. de l'Agence - Analyse de Site - Document n° 1000 - Mars 2013

COMPOSER AVEC LE PAYSAGE : L'ASPECT ET LA COULEUR

3. CONSEILS POUR UNE INTÉGRATION PAYSAGÈRE DU PROJET

> L'ASPECT ET LES COULEURS DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION NE DOIVENT PAS ÊTRE EN RUPTURE AVEC LE PAYSAGE : IL FAUT PRIVILÉGIER LES TEINTES QUI SE RAPPROCHENT DU MINÉRAL ET DU VÉGÉTAL ENVIRONNANT.

- ÉVITER LES TEINTES TRÈS CLAIRES (BLANC, BEIGE) CAR ELLES ONT UN IMPACT VISUEL LONTAIN TRÈS FORT.
- ÉVITER LES FINITIONS DE MATÉRIEL BRILLANTES OU SATINÉES TRÈS RÉFLÉCHISSANTES.



p. 20 C.A.S.B. de l'Agence - Analyse de Site - Document n° 1000 - Mars 2013

Conclusion ?

« parler d'architecture durable... cela signifie comprendre la nature, respecter la faune et la flore. Placer correctement les édifices et les équipements, mettre a profit la lumière et le vent...

Un architecte ne doit jamais imposer sa propre marque au paysage, mais avant tout le lire. Il doit étudier le climat du lieu, les vents, la végétation, les lumières selon les saisons...

On ne rivalise pas avec la nature, qui est inimitable, mais on peut humblement essayer de reproduire le processus »

Renzo PIANO
la désobéissance de l'architecte

LES MISSIONS DU C.A.U.E.

Mis en place par la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977, les C.A.U.E. ont été créés pour promouvoir la qualité de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement. Association loi de 1901 - son conseil d'administration est composé d'élus, de représentants de l'Etat et de professionnels. Le financement du C.A.U.E. provient d'une taxe départementale et de conventions avec le Conseil Général et le Conseil Régional.



de l'AVEYRON : sensibiliser le public à l'architecture et à son environnement, conseiller les particuliers et les communes dans le souci constant de s'adapter au contexte aveyronnais.

Ouvert à tous, il assure, gratuitement, des missions de service public principalement par :

Le conseil auprès des particuliers désireux de construire, réhabiliter un bâtiment ou encore aménager un terrain.

Le conseil auprès des collectivités pour apporter une réflexion en amont des projets à l'échelle de la commune.

L'accompagnement des communes et des collectivités dans les démarches d'aménagement du territoire en intégrant les enjeux du paysage dans les stratégies de développement.

L'assistance auprès des maîtres d'ouvrage publics dans la révision et l'élaboration des documents d'urbanisme.

L'animation et l'information à travers des interventions en milieu scolaire, des expositions, des ateliers de réflexion ou de formation à destination de tous les acteurs du territoire : habitants, élus, agents des administrations...

CAUE Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de l'Aveyron
5, Place Sainte Catherine, 12000 RODEZ
tél: 05.65.68.66.45 - fax: 05.65.68.14.97
email: caue-12@caue-mp.fr - www.caue-mp.fr

DIAGNOSTIC ECLAIRAGE PUBLIC



TRUEL Céline et CHAUZY Stéphan
Mercredi 12 juin 2013



Une démarche intégrée de A à Z au service des Collectivités

1/ Recueil des informations disponibles

- . Inventaire et caractéristiques des équipements
(extraction des données depuis la cartographie informatisée)
- . Évolution des consommations et des dépenses
(factures d'électricité ou feuillet de gestion des 3 dernières années)
- . Calcul des Indicateurs énergétiques

2/ Visite et études des installations

- . Luminaires et sources lumineuses existants : vétustes ou énergivores , à forte pollution lumineuse, adaptation des puissances
- . État des coffrets et armoires de commande - sécurité électrique des équipements
- . Protections des raccordements des illuminations temporaires
- . Compensation (facteur de puissance DPF)
- . Qualité du réseau (chutes de tension) - Restructuration
- . Systèmes de commande (durées de fonctionnement)
- . Optimisation du rendement des luminaires existants
- . Analyse tarifaire des contrats de fourniture
- . Fiabilité de la cartographie informatisée
- . Qualité de maintenance des installations et des prestations de travaux

3/ Rédaction du rapport de synthèse

- . Bilan énergétique et préconisations
- . Bilan technico-économique chiffré (investissements)

4/ Présentation du rapport de synthèse

5/ Accompagnement de la Collectivité

- . Rédaction du cahier des charges techniques de l'Appel d'Offres
- . Analyse des offres et accords de subventions SIEDA
- . Suivi des travaux

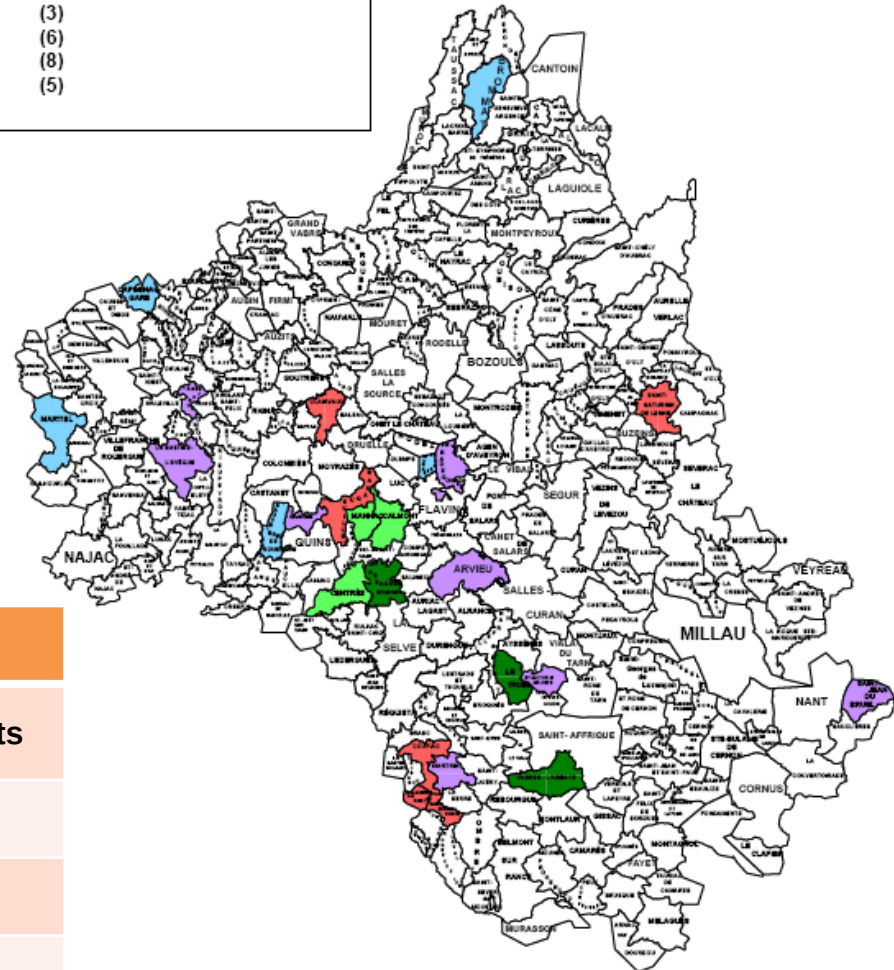
BILAN DES DIAGNOSTICS ECLAIRAGE PUBLIC REALISES PAR LE SIEDA 2010 - 2013

■ Programmés en 2013	(3)
■ Réalisés en 2013	(3)
■ Réalisés en 2012	(6)
■ Réalisés en 2011	(8)
■ Réalisés en 2010	(5)

25 Diagnostics réalisés

Dont 8 sur le territoire du Pays Ruthénois :

- Sauveterre de Rouergue
- Gramond
- Baraqueville
- Manhac
- Centres
- Calmont
- Cassagnes Beghones
- Clairvaux



Equipements Diagnostiqués

Année	Points lumineux	Interrupteurs de Commande	Coffrets
2010	2 475	179	126
2011	1 913	209	100
2012	1 427	122	75
2013	662 965	37 49	85 92
Total	7 442	596	478

Synthèse des actions réalisées ou programmées

L'optimisation Energétique

Nombre d'équipements	Investissement Prévisionnel	Subvention SIEDA Prévisionnel	Evolution de la consommation (kWh)	Evolution de la dépense (€ TTC)	Evolution du rendement énergétique des sources (lm/W)	Evolution du facteur de maintenance
Renouvellement des luminaires vétustes ou énergivores sur supports existants						
1 323	657 793 € HT	133 677 € HT	- 170 217 kWh	- 17 022 €	+ 90%	+ 75% (+ 10% sur ULOR)
Renouvellement des luminaires au sodium haute pression à forte pollution lumineuse						
185	155 450 € HT	29 155 € HT	- 3 713 kWh	- 372 €	Sans Objet	+ 12% (+ 60% sur ULOR)
Rééquipement au sodium haute pression de luminaires existants						
36	5 530 € HT	1 367 € HT	- 5 632 kWh	- 563 €	+ 90%	+ 30%
Adaptation des puissances des sources lumineuses existantes au sodium haute pression						
215	35 340 € HT	12 005 € HT	- 38 792 kWh	- 3 879 €	Sans Objet	Sans Objet
Réfection des systèmes de Commande (Durées de fonctionnement)						
36	14 400 € HT	5 040 € HT	- 23 252 kWh	- 2 325 €	Sans Objet	Sans Objet
Optimisation de la compensation des luminaires (Politique de maintenance)						
51 coffrets	Compris dans le contrat d'entretien	30% du forfait entretien	- 24 kVA	- 2 200 € sur abonnement	Sans objet	Sans Objet

Montant total investissement	Montant total subvention SIEDA	Evolution totale de la consommation
868 513 € HT	181 244 € HT	- 241 606 kWh

Consommation EP Commune du Monastère : 553 points lumineux



La Sécurité Electrique

La Qualité et Restructuration du Réseau

(UTE C 17-200 / C 17-202 / C 15-100)

Descriptif	Investissement Prévisionnel	Subvention SIEDA Prévisionnel
Conformité des raccordements des illuminations temporaires	23 270 € HT	Non subventionné
Conformité des équipements relatifs aux illuminations temporaires	Non chiffré	Non subventionné
Conformité/optimisation des protections électriques des luminaires	45 600 € HT	15 960 € HT
Conformité/optimisation des protections électriques des armoires de commande		
Renouvellement d'armoire de commande vétuste/dangereuse		
Travaux divers de conformité		
Optimisation de la qualité d'alimentation du réseau (contraintes de tension et intensité)	13 650 € HT	4 777 € HT

Montant total investissement	Montant total subvention SIEDA
82 520 € HT	20 737 € HT

La Politique de Maintenance

La Qualité des Prestations de Travaux

Vérification :

- Du nettoyage des vasques et du changement régulier des sources des luminaires (optimisation énergétique et photométrique des équipements)
- De l'emploi de sources SHP tubulaires à haut rendement dans les luminaires équipés de réflecteur routier (10% de flux supplémentaire)
- De l'optimisation du rendement des réflecteurs des luminaires et du réglage du positionnement des sources
- De la fiabilité de la cartographie informatisée des équipements

Merci pour votre attention



l'Observatoire des Saisons de l'Aveyron



*Participez à un programme de recherche sur les
changements climatiques*

Un réseau scientifique international qui sollicite les citoyens

Membres fondateurs :

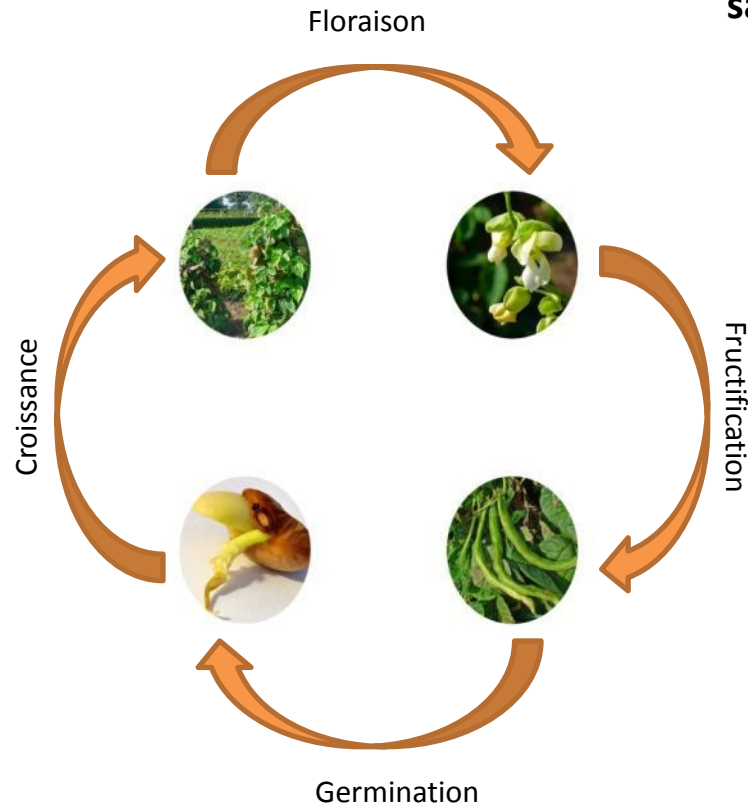


Partenaires :



L'ODS repose sur l'étude de la phénologie

« Etude de l'apparition d'évènements périodiques dans le monde vivant, déterminée par les variations saisonnières du climat »



Floraison, feuillaison, fructification des plantes, coloration des feuilles des ligneux, arrivée des oiseaux migrateurs, apparition de certains insectes

La phénologie des organismes est un indicateur biologique du changement climatique



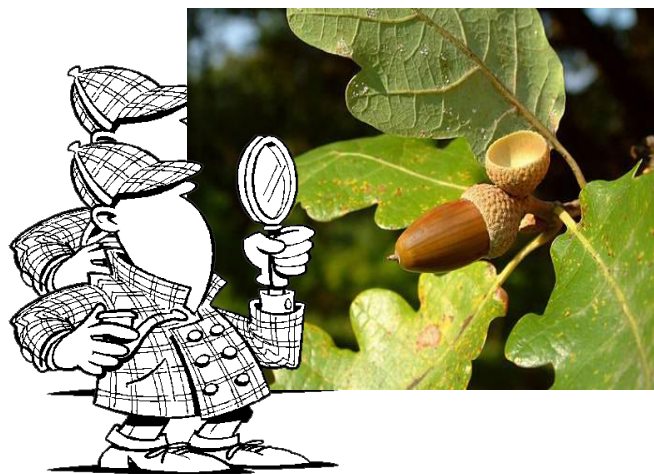
Comprendre et établir des modèles
S'adapter au changement climatique
Retombées auprès des professionnels



Rythmes saisonniers et changement climatique

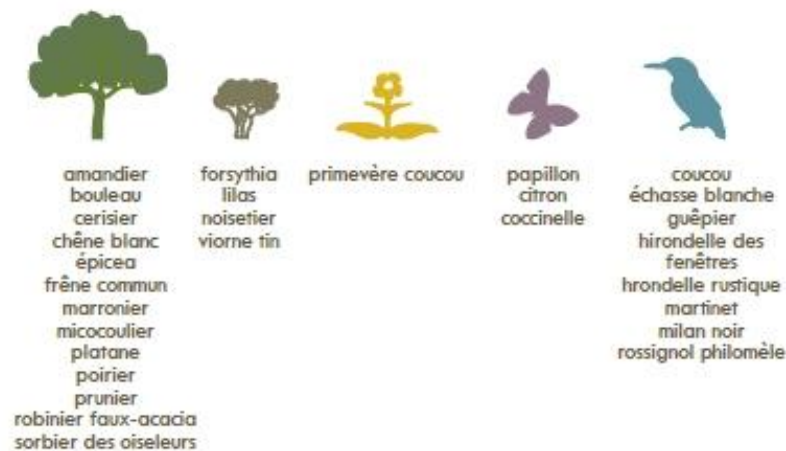
Reconnecter les citoyens avec les sciences

- Créer un vaste **réseau d'observateurs** amateurs encadré par les scientifiques
 - Communiquer, diffuser les travaux de **recherche**
 - Doter les pouvoirs publics d'un outil de **suivi des effets du changement climatique** sur l'environnement local
-
- **Sensibiliser** le public à l'impact du changement climatique sur l'environnement
 - **Comprendre** et **pratiquer** la démarche scientifique



Choix des espèces (40)

- Faciles à identifier : arbres, arbustes, fleurs, oiseaux, insectes
- Echelle du territoire : le département de l'Aveyron



Le changement climatique, c'est maintenant !

Saviez-vous que les températures moyennes ont augmenté de 0,9 °C dans le nord-ouest de la France en 111 ans ?

SOYEZ NOS YEUX

Nous avons besoin de vos yeux pour observer les effets de ce changement climatique. Les données relevées et enregistrées dans cet observatoire permettent aux scientifiques de recueillir des indicateurs précieux sur les changements climatiques, et d'en mesurer l'impact sur l'environnement local.

Observer pour comprendre... puis agir

Cette étude améliore aussi la prise de conscience collective de ces changements et de leurs effets et permet de définir ensemble des actions pour en réduire l'ampleur à moyen terme. C'est l'objectif des **Plans Climat-Energie Territoriaux** dans lesquels se sont engagés Le Département de l'Aveyron et le Parc naturel régional des Grands Causses.



Comment participer à l'ODS ?

* Inscrivez-vous au réseau ODS12

Pour cela il vous suffit de nous renvoyer le coupon ci joint avec vos coordonnées ou de nous contacter par email au cpie-rouergue@wanadoo.fr

• Vous deviendrez des observateurs de l'ODS12

A confirmation de votre inscription, une formation vous sera proposée pour vous familiariser à l'observation phénologique * et appréhender la démarche.

Une fois devenu observateur de l'ODS12

• Choisissez un lieu, une ou plusieurs espèces (voir liste au dos)

Chez vous, sur votre trajet quotidien ou votre lieu de promenade, choisissez une ou plusieurs espèces que vous souhaitez observer.

• Regardez attentivement les espèces choisies

La mission est élémentaire : observer et noter l'apparition des fleurs ou des feuilles, leur jaunissement ou la maturité des fruits et notez les dates importantes de leur évolution : à quelle date fleurit le lilas ? Quand les poires mûrissent-elles ? A quel moment les feuilles du marronnier jaunissent-elles ? Quel jour entendez-vous le coucou pour la première fois ?

* Etudier la phénologie, c'est étudier la vie de la plante ou de l'animal en fonction des saisons et du climat.

Reportez ces données sur la grille d'observation fournie

• Notez le lieu et les dates de floraison, de fructification ou de coloration des feuilles pour chaque espèce choisie. Si vous manquez un stade, ce n'est pas grave ! Retrouvez votre arbre à l'étape suivante. L'aventure peut se vivre en pointillés...

• Envoyez vos données

Une ou deux fois par an, retournez la grille d'observation au **CPIE du Rouergue**, 25 avenue Charles de Gaulle, 12100 MILLAU

• Assistez à la restitution de vos données

Une session de restitution présentera les résultats de l'opération et fera le point sur les connaissances et les questionnements de nos scientifiques !

• Et continuez...

À chaque saison, ses étapes à observer : coloration des feuilles, formation des bourgeons, toutes les données sont précieuses.

Je souhaite devenir **Observateur des saisons**

Nom :

Adresse :

Téléphone :

E-mail :

Je souhaite participer à la formation :

☐ 26 janvier 2013 à Millau de 14h à 17h

☐ 2 février 2013 à Rodez de 14h à 17h

(Lieux communiqués ultérieurement)

Cochez au dos une ou plusieurs espèces que vous envisagez de suivre près de chez vous.

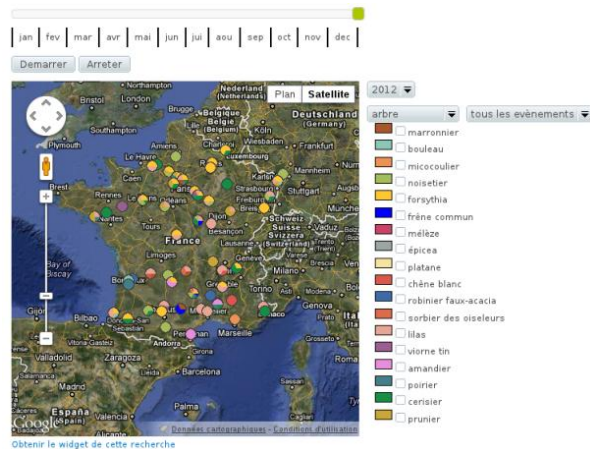
Méthodologie

- Accessible à tous
- Le mode d'emploi adapté : formations, assistance téléphonique, journées de restitution
- Le kit de l'observateur fourni à chaque observateur : fiches espèces, calendrier phénologique, grille observation

L'apport de l'ODS pour un PCET : un outil

Un outil pédagogique pour aborder le sujet du CC

- Pour expliquer le CC et ses impacts sur la biodiversité
- En proposant des ateliers annexes
- Outil de sensibilisation à l'environnement



Un outil de collecte de données et de saisie

- Protocole simple et interface de saisie intuitive
- Interface de visualisation interactive
- Les données en format Excel
- Diffusion des résultats

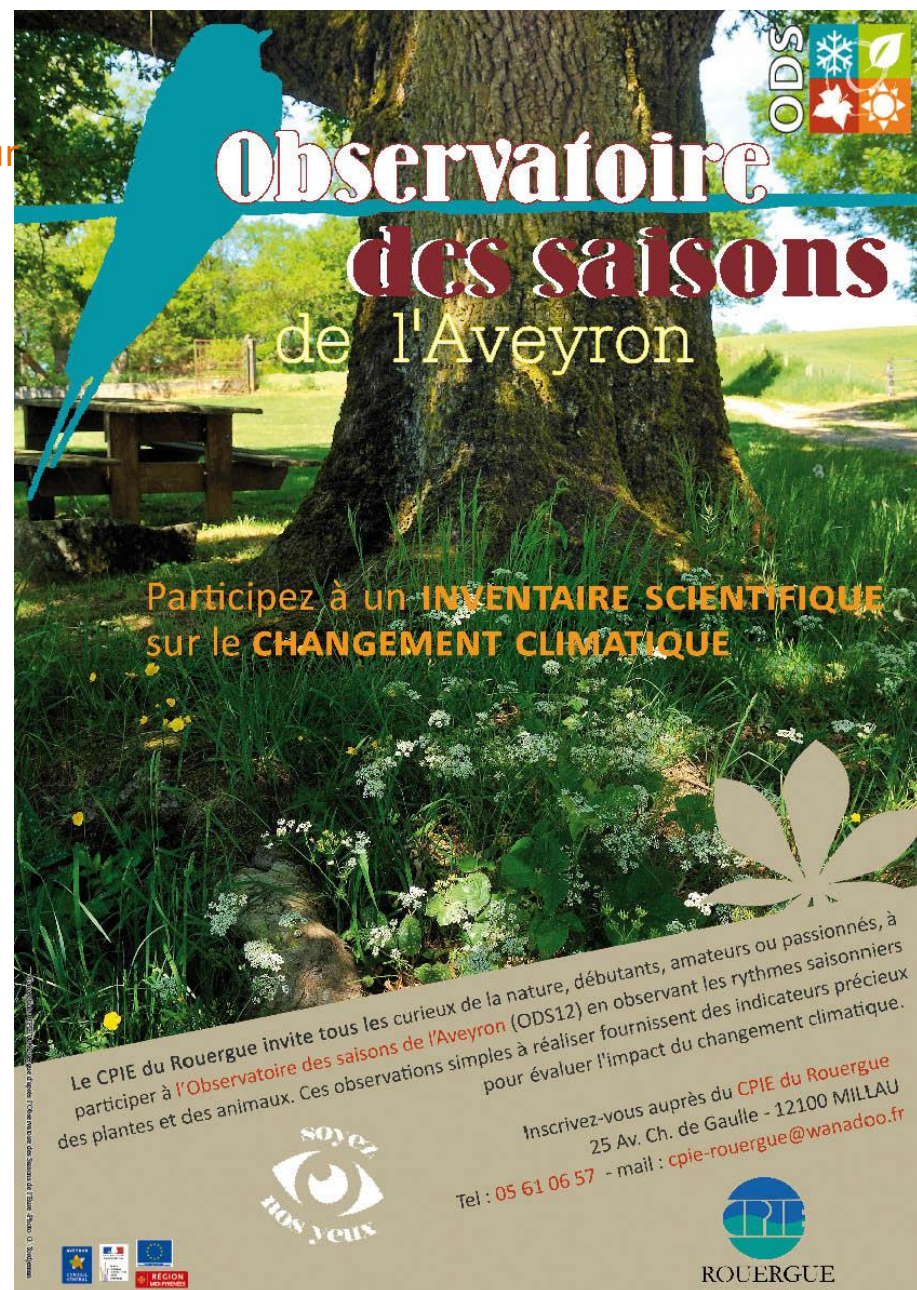
Un programme encadré par des scientifiques

- Valorisation des données
- Fiabilité des résultats
- Relation directe



Le CPIE du Rouergue, relais ODS

- Signature d'une convention avec Tela Botanica pour l' ODS
- Lancement par conférence de presse en janvier 2013 suivi d'articles de presse et émissions radios
- Opération relayée auprès des partenaires engagés dans un PCET :
 - Plan Climat Energie du Parc Naturel Régional des Grands Causses
 - Plan Climat Energie du Conseil Général de l'Aveyron
- Deux sessions de formation pour devenir observateur en début d'année
 - ↪ Près de 90 observateurs déclarés à ce jour
 - 2 récoltes des données/an (août/janvier)
- Journée de restitution-formation à l'automne
- Animations scolaires : 5 écoles
- Programme Ecologestes avec les CLSH
- Pages dédiées sur www.aveyron-environnement.com



La diffusion des résultats au niveau national



- Actualités sur le site et sur les réseaux sociaux
- Lettre mensuelle
- Synthèse bisannuelle



Journée Energie

du Pays Ruthénois



Présentation du service Energie

Le Pays Ruthénois

Association créée en 2002 fédérant:
5 communautés de communes
49 communes rurales
37 750 habitants

Pour développer des projets de territoire:
 économie rurale, culture, mobilité, énergie...

Financée par les cotisations des collectivités
 adhérentes, Conseil Régional, ADEME, Europe

5 salariés dont 1 conseiller Energie

Service Energie créé en 2010 grâce
 à l'initiative du Conseil de développement
 et au concours de l'ADEME :

- **maîtrise de la demande en énergie**
- **production d'énergies renouvelables**
 pour les bâtiments et l'éclairage publics

Pays ruthénois



Le service Energie

Soutenu par l'**ADEME** et un réseau national de **180 Conseillers en Energie Partagés (CEP)**

16 communes «pilotes» ont signé une **convention 2011-2013** pour l'accompagnement de leurs projets dans une démarche globale

➤ **Gestion :**

suivi consos
plan d'actions
dossiers subvention
évaluation



➤ **Technique :**

pré-diagnostics
marchés publics
suivi et réception des chantiers



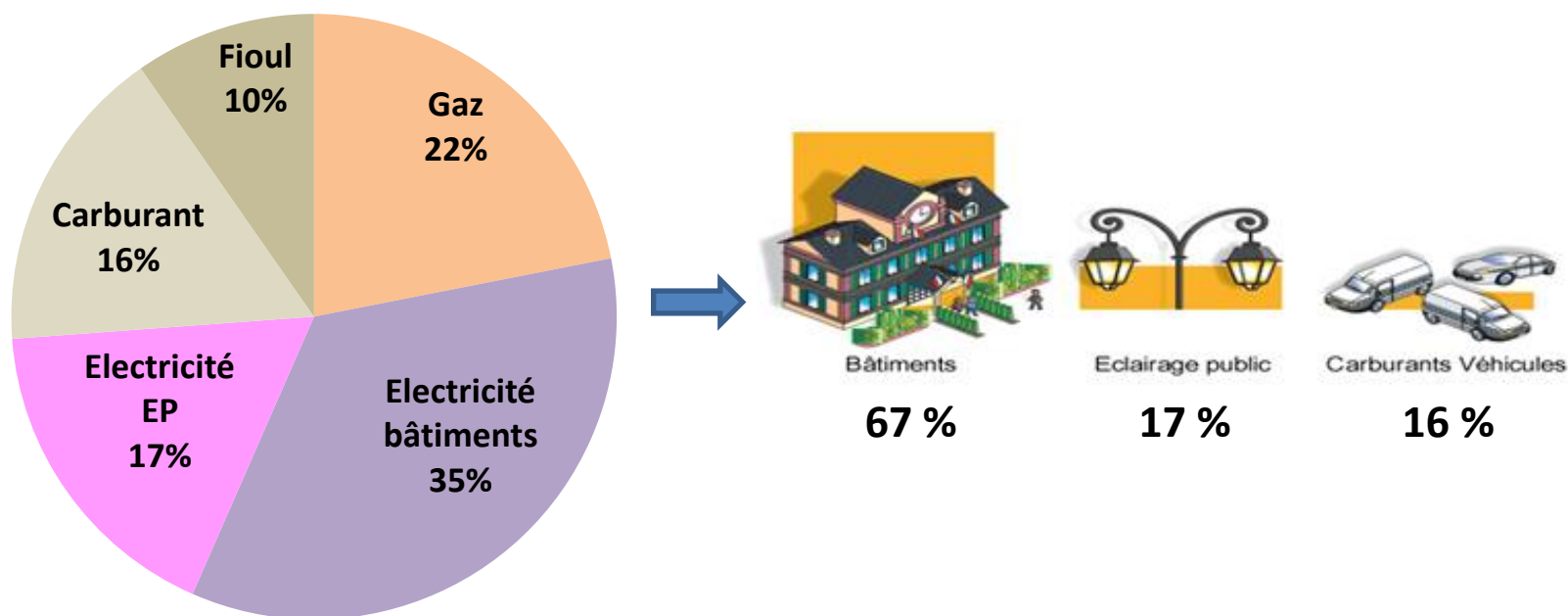
➤ **Communication :**

information tous publics
visites et valorisation des réalisations



Actions réalisées

Répartition des dépenses d'énergie



Le **potentiel d'économies d'énergie** se situe en priorité sur le **chauffage des bâtiments**, compte tenu qu'une part de l'électricité des bâtiments est destinée au chauffage.

Les actions à privilégier sont l'**isolation des bâtiments** et l'**optimisation des systèmes de chauffage**.

Actions réalisées

1 état des lieux du territoire :

1.5 millions d'€/an de dépenses
(5 M€ avec la CAGR)

Objectif -38% → 600 000 €/an
d'économies potentielles

16 conventions signées

150 bâtiments et

250 armoires d'éclairage publics analysés

11 conseils d'orientation énergétique

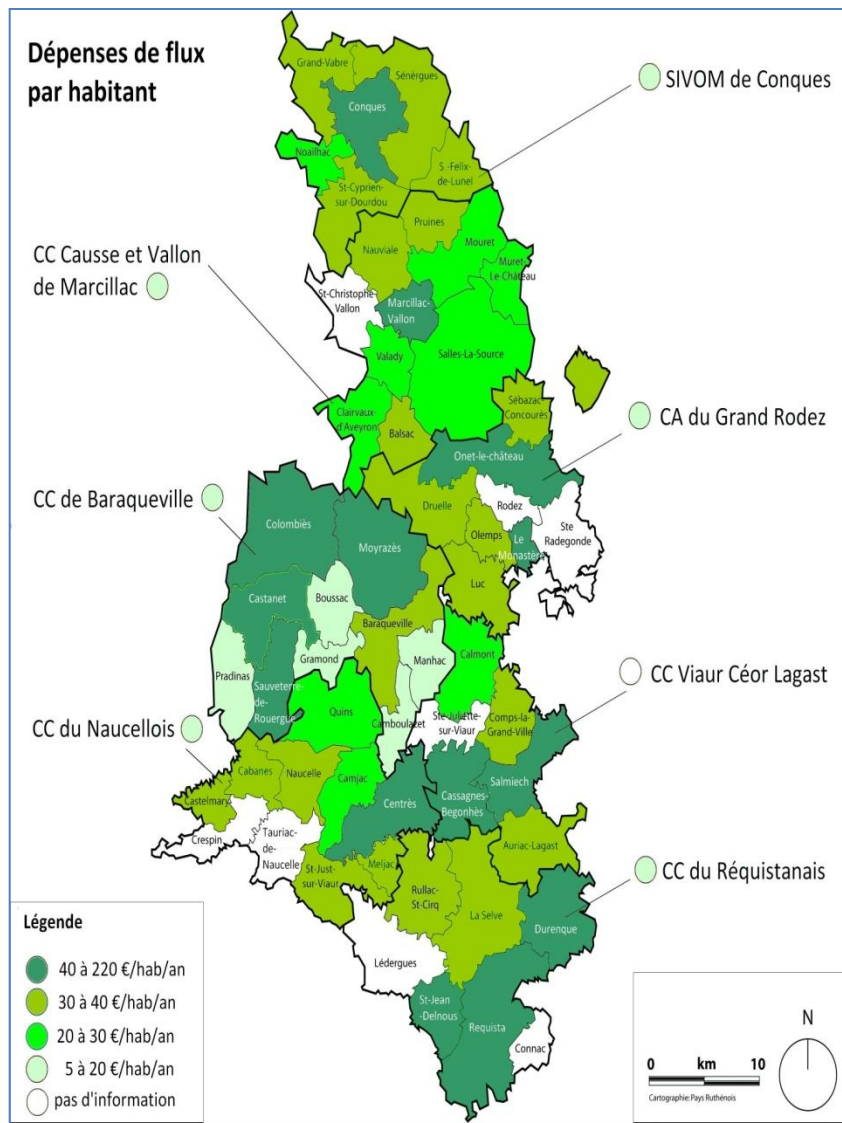
250 élus sensibilisés en conseil municipal

20 prédiagnostics bâtiments et EnR

5 visites de projets bois-énergie

4 journées Energie

3 campagnes d'enregistrement de température
1 note de sensibilisation à l'extinction partielle
de l'éclairage public



Projets étudiés ou suivis

24 projets étudiés ou suivis

Au total 6.5 M€



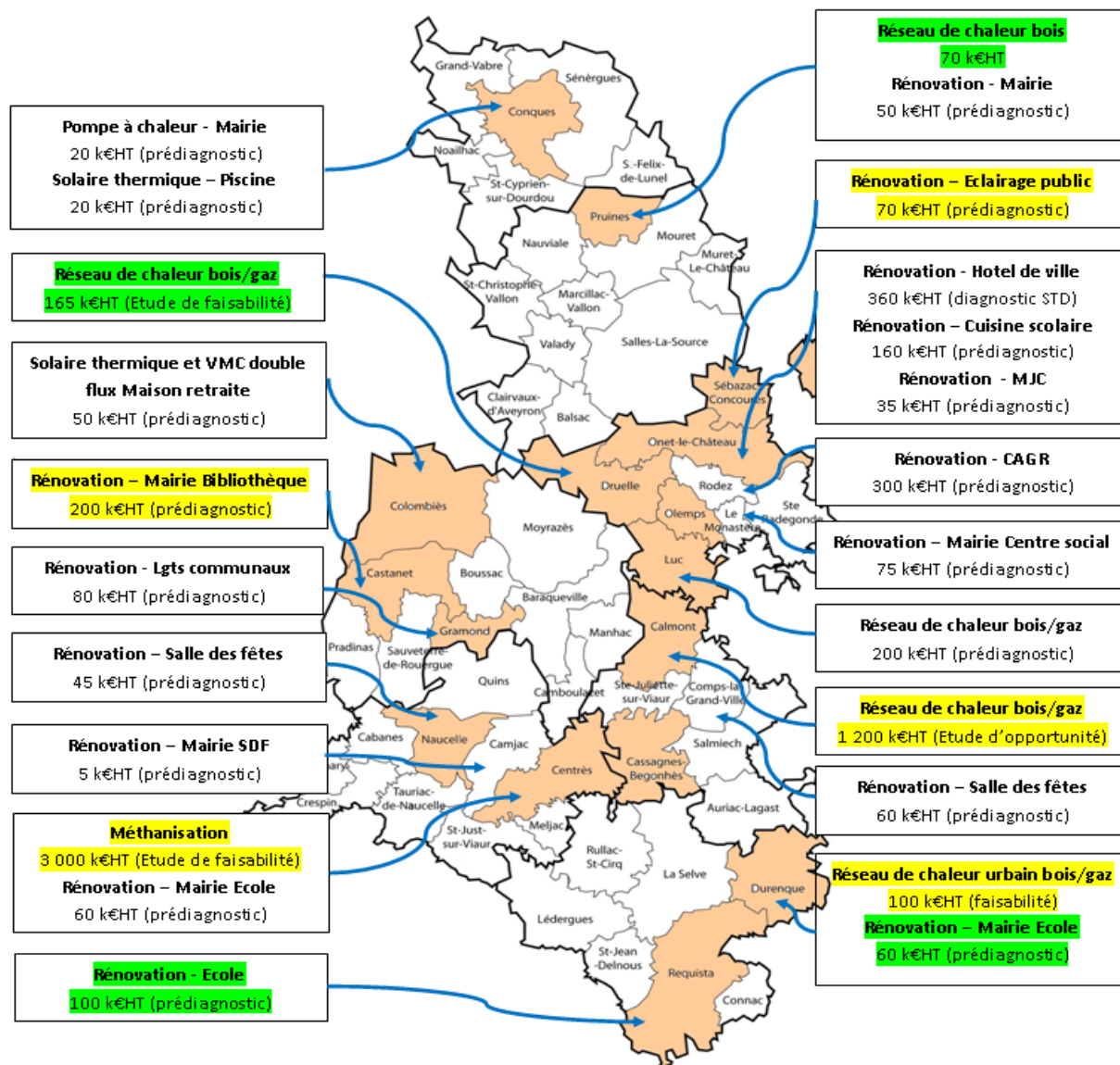
5 projets en cours

4.5 M€ (70%)



4 projets réalisés

400 k€ (6%)



Projets réalisés

Réquista: rénovation école

100 k€ (dont 55% subv.), TRB = 18 ans

- -30% des dépenses d'énergie
- -30% des émissions de GES

Durenque: rénovation école

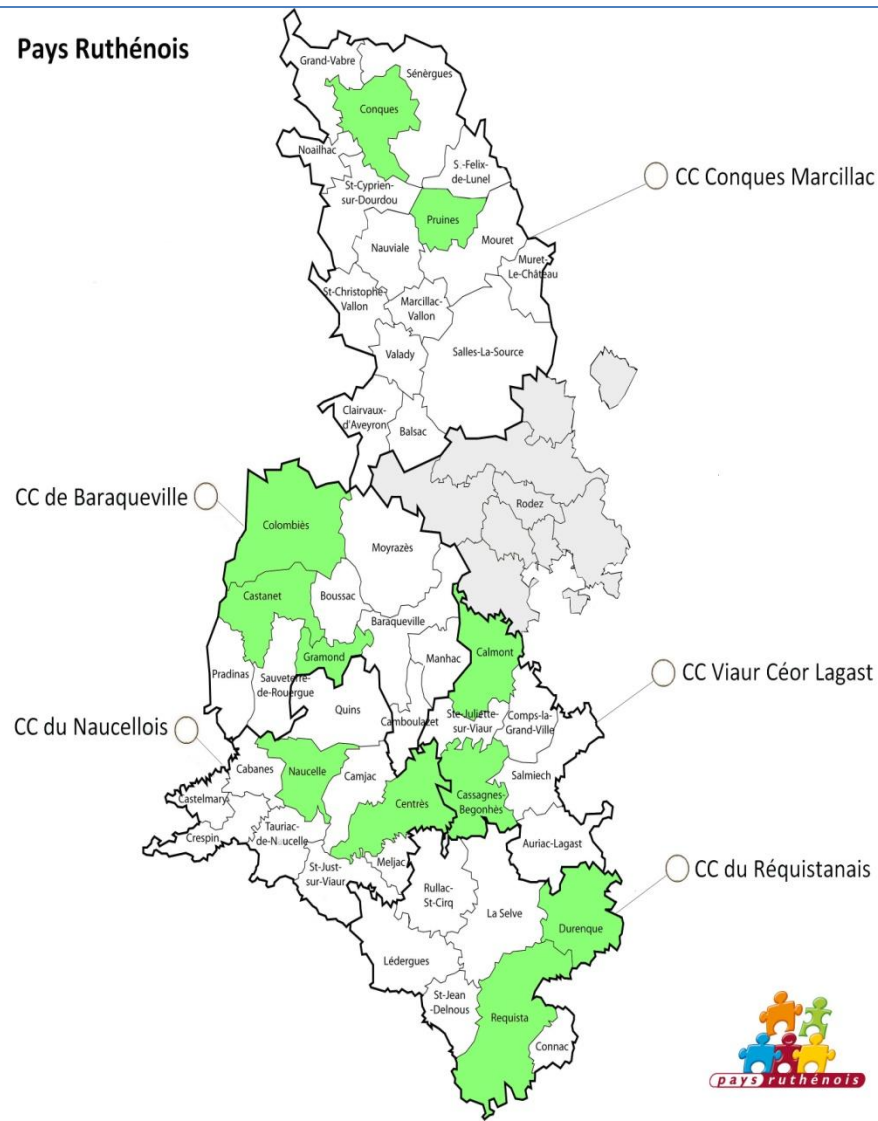
45 k€ (dont 40% subv.), TRB = 20 ans

- -30% des dépenses d'énergie
- -30% des émissions de GES

Durenque: location toiture pour PV

- production de 140 MWh/an d'EnR
- recette communale + 6 000 €/an

Pays Ruthénois



Projets réalisés

Pruines: réseau de chaleur bois

72 k€ (dont 60% subv.), TRB = 6 ans

- -85% des dépenses d'énergie
- -95% des émissions de GES
- +95% d'EnR et d'autonomie énergétique

Druelle: réseau de chaleur bois

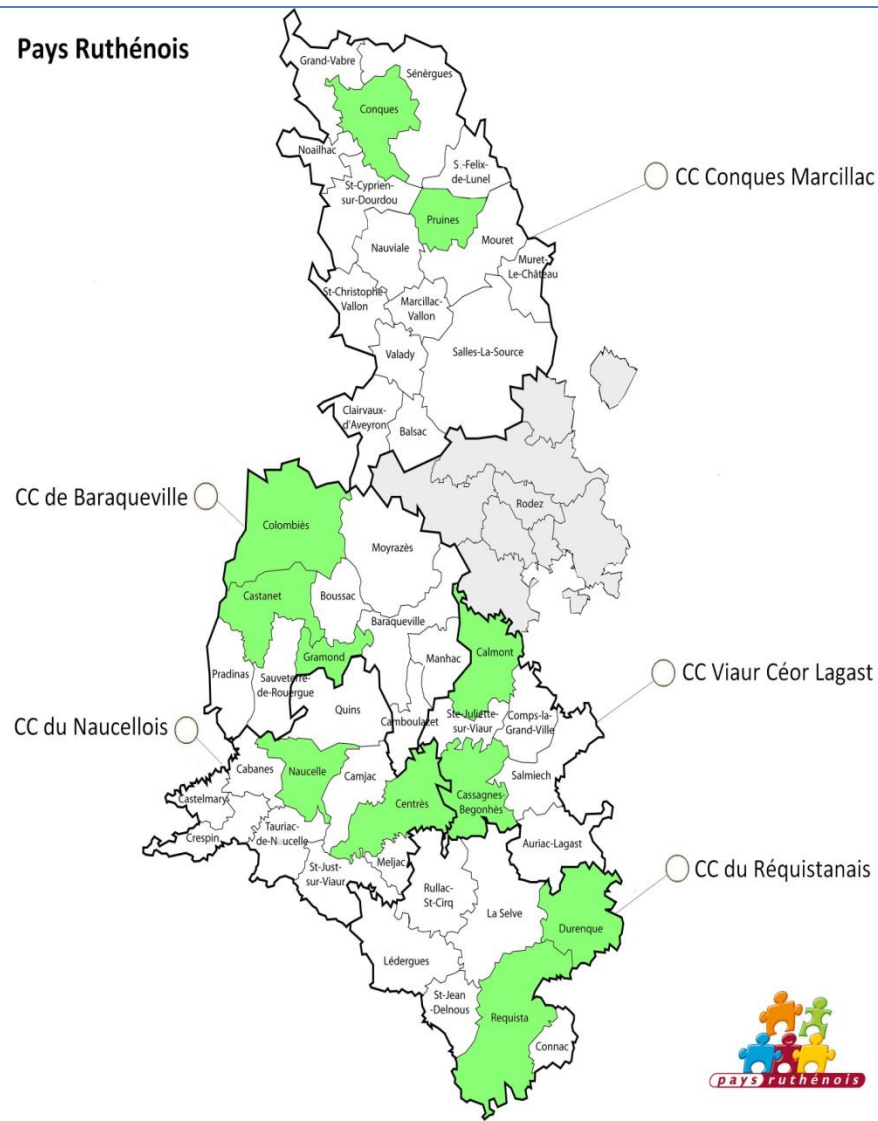
126 k€ (dont 30% subv.)

- -70% des émissions de GES

Olemps: éclairage public partiel

- -30% des dépenses d'énergie

Conques : optimisation de l'éclairage dans les bâtiments publics



Projets en cours...

Centrès: méthanisation

3 M€ (dont 25% subv.), TRB= 8 ans

- production de 4 000 MWh/an d'EnR

Castanet: rénovation mairie

200 k€ (dont 25% subv)

- -30% des dépenses d'énergie
- -30% des émissions de GES

Calmont: réseau de chaleur bois

1.2 M€ (dont 50% subv.)

- -50% des dépenses d'énergie
- -95% des émissions de GES

Durenque: réseau de chaleur bois

100 k€ (dont 50% subv.)

- -50% des dépenses d'énergie
- -95% des émissions de GES

Commission Energie créée en 2013 pour déterminer la suite à donner au service Energie...

Parc naturel
régional des Grands
Causses

LE PLAN CLIMAT ÉNERGIE TERRITORIAL

12 / 06 / 2013

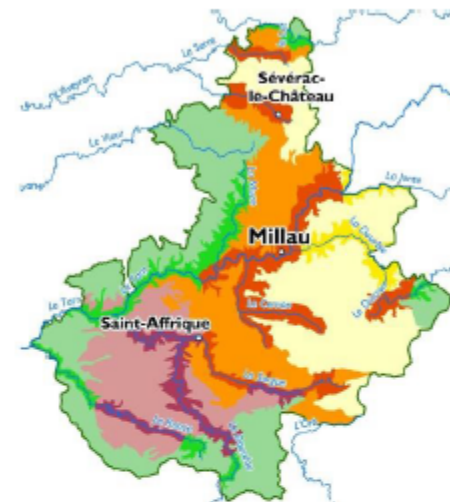


UN PLAN CLIMAT ENERGIE TERRITORIAL

Sur le Parc naturel régional des Grands Causses

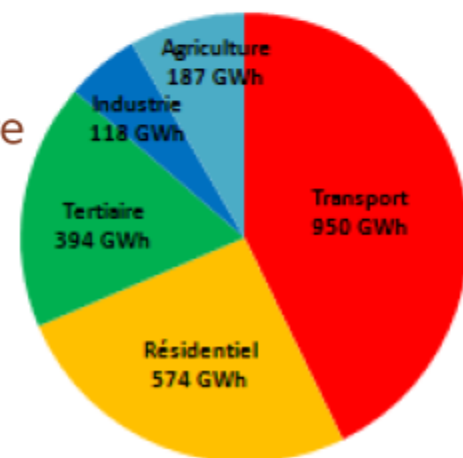
► Le Parc naturel régional des Grands Causses

- créé en 1995
- 97 communes
- 327 070 ha
- 68 000 habitants



► Le Plan Climat Energie Territorial du Parc : une démarche volontaire, incitative (depuis août 2009) :

- Un bilan énergie / gaz à effet de serre du territoire
- Une stratégie énergétique à l'horizon 2020/2050
- Un plan d'actions triennal (2012/2014), pour les différents secteurs d'activités, **partagé avec les acteurs et partenaires du Parc**



LES ACTIONS ENGAGEES

Pour le grand public

- Organisation de 6 nuits de la thermographie sur le territoire et animations auprès des écoles
(155 élèves sensibilisés, 200 participants)
- Organisation du défi « Familles à énergie positive » pour apprendre les éco-gestes du quotidien
(65 familles et 12,3 % d'économies)
- Organisation de visites de sites, de réunions d'information et de débats-citoyens



LES ACTIONS ENGAGEES

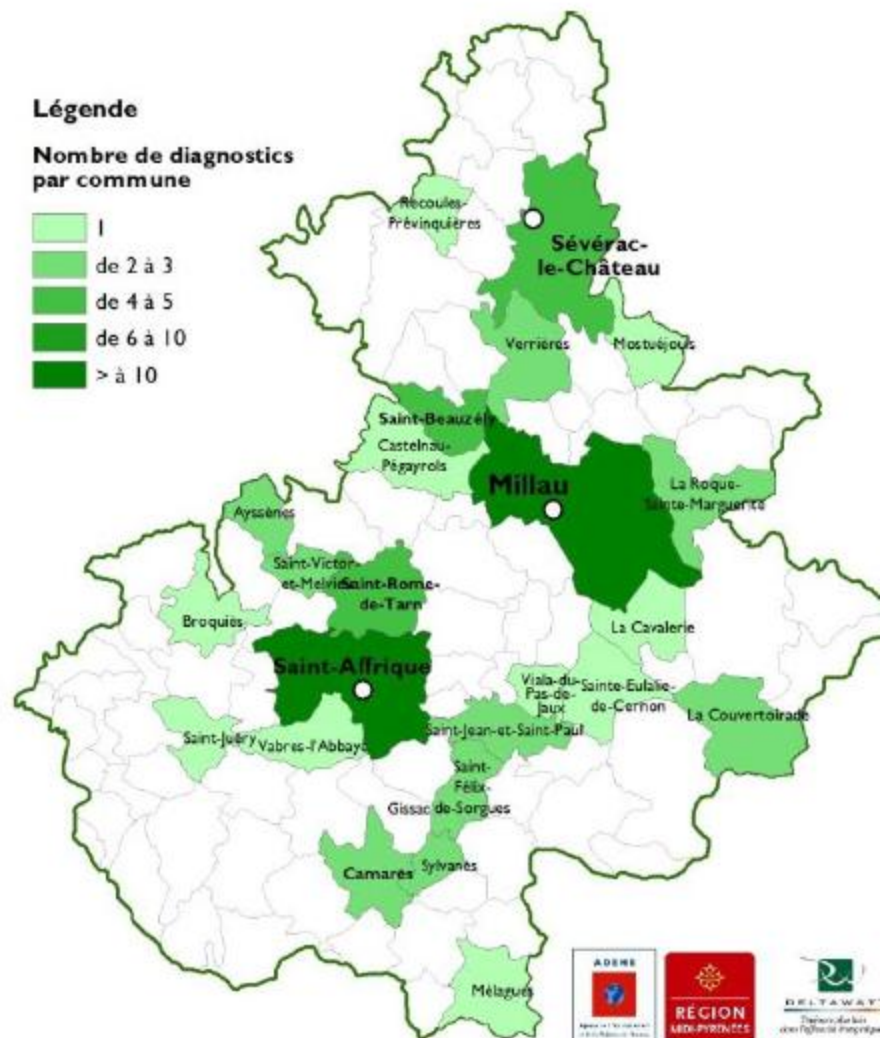
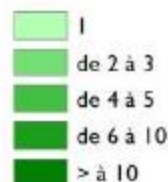
Pour le secteur du bâtiment / tertiaire

Opération d'audits énergétiques de bâtiments publics, de santé et touristiques :

- 75 bâtiments audités (90 000 m² de bâtiment)
- Plus de 700 préconisations de travaux détaillées et chiffrées

Légende

Nombre de diagnostics par commune



LES ACTIONS ENGAGEES

Pour le secteur agricole

► Formation à la conduite économiques des tracteurs agricoles et passage au banc d'essai moteur :

- 70 agriculteurs formés
- 72 tracteurs diagnostiqués
- environ 15 % d'économies de carburant après la formation

► Travail à venir sur l'adaptation de l'agriculture au changement climatique et le séchage solaire de fourrage



LES ACTIONS ENGAGEES

Pour le secteur des transports / mobilité

► Formation à la conduite économique et rationnelle pour 24 agents du Parc

- 7,5 % d'économies après un an (environ 1 500 euros)

► Extension du service « Covoiturage en Aveyron » développé par le Pays Ruthénois au territoire du Parc depuis septembre 2012

► Travail en cours sur le développement d'un réseau d'aires de covoiturage sur le territoire



LES ACTIONS ENGAGEES

Pour le secteur des énergies renouvelables

FLÈCHE ROUGE.png
000C2D60Macintosh HD

C2D262E5:

- Sensibilisation au développement de la méthanisation et du chauffage au bois (réunions, visites) et accompagnement des porteurs de projets
- Encadrement des projets éoliens et photovoltaïques sur le territoire du Parc
- Travail sur la micro-hydroélectricité...



Journée Énergie Pays Ruthénois

12 Juin 2013

**aGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRE D'AGRICULTURE
AVEYRON

TERRES d'**a**VENIR

The background features a large, abstract graphic composed of several overlapping shapes. A large, light green shape dominates the lower-left and central areas. To its right, a white, curved shape resembling a stylized 'C' or a drop is visible. Within this white shape, there is a red, pointed, arrow-like form pointing towards the bottom-left. The top-right corner is filled with a dark green shape. The overall design is modern and uses a limited color palette of green, red, and white.

1. PLAN D'ACTION 2012 : Économie d'énergie.

Réalisation de
Bilan
Énergétique
dans les
exploitations
agricoles
45 Bilans
réalisés en 2012

■ Objectif:

- Faire un état des lieux des consommations d'énergie sur les quatre postes clés de consommation d'une exploitation: (Poste Fioul, poste électricité, poste aliments et poste engrais qui représentent en moyenne 80 % des consommations d'énergie d'une exploitation),
- Repérer les postes consommateurs se situant au dessus des référentiels de comparaison.
- Construire un plan d'action pour agir sur ces postes consommateurs :
- Exemple d'actions mises en œuvres:
 - Mise en place d'un pré-refroidisseur de lait sur le Tank pour économiser 45 % sur la consommation électrique soit en moyenne 10 kWh par litre de lait refroidit .
 - la - Mise en place d'une séchage en grange des fourrages pour agir sur consommation de fioul et d'aliments (économie en moyenne de 2000 litres de fioul , 20 à 25 tonnes de concentrés type luzerne déshydrates)
 - Passage au Banc d'Essais Moteur des tracteurs (économie attendue d'un litre de fioul par heure de fonctionnement)
 - les - Mise en place de légumineuses dans l'assolement , mieux valoriser engrais de ferme, gestion de la fertilisation minérale en fonction de références précises sur la zone de production. (Jusqu' à 50 % d'économie sur le poste fertilisation)

2. PLAN D'ACTION: Production d'énergie.

Réalisation de formations sur les Énergies renouvelables
60 agriculteurs formés en 2012

■ Objectif:

- Permettre aux agriculteurs de se former et de mieux appréhender le sujet de la production d'énergie sur leur exploitation. Interventions de spécialiste des différentes filières de production et visites de site en fonctionnement.
- Exemple de formation conduites en 2012:
 - Découverte du petit éolien en agriculture dans une optique d'amélioration de l'autonomie énergétique sur l'exploitation.
 - Raisonner un projet de méthanisation agricole sur son exploitation ou en collectif.
 - Maîtriser un projet photovoltaïques sur son exploitation
 - Découverte du séchage en grange comment dimensionner son installation.
 - L'énergie solaire pour améliorer son séchage en grange

Accompagnement de projet collectif en lien avec les Énergies renouvelables
7 projets collectifs actuellement accompagnés

■ Objectif:

- Réalisation de pré-étude de faisabilité sur des projets de production d'énergies , accompagnement des porteurs de projets réalisation d'études spécifiques (étude de gisements, débouchés chaleur, plan d'épandage)

Interventions
de la CCI Aveyron
dans le domaine de l'énergie



Journée Energie du Pays Ruthénois

Mercredi 12 juin 2013

> Participation dans les Plans Climat locaux

- **Etat des lieux**
 - PCET Parc Naturel Régional des Grands Causses
 - PCPS du Conseil Général et de la Communauté d'Agglomération du Grand Rodez
- **Sollicitation du PNRGC pour participer au comité de pilotage**
- **Fiches actions du PCET du PNR des Grands Causses : actions retenues en direction des entreprises pour le programme triennal (2012-2014)**
 - Diagnostic
 - Sensibilisation
 - Eco-conduite
 - Réunions dématérialisées
 - Plans de déplacement

> **Réflexions engagées**

- Organisation de **réunions d'information** et de **sensibilisation** dans le cadre des groupes de travail QSE dès 2002

PRELUDE I, ouverture des marchés, CEE, solutions techniques pour réduire sa facture, diagnostic énergie, Bilan Carbone, énergie et bâtiment, évolution des tarifications...

- **Orientation et mise en relation**
 - Entreprises & prestataires spécialisés
 - Entreprises/porteurs de projets & financeurs

> Retour sur l'action collective « Objectif - 20% »

○ Origine de l'opération (2009 - 2011)

- Tarn/Aveyron : 2^{ème} bassin industriel de Midi Pyrénées avec une même diversité du tissu économique
- Préoccupations montantes des entreprises sur la thématique « énergie » et sur les solutions d'économies
- Volonté des élus des CCI du Tarn et de l'Aveyron de se mobiliser pour sensibiliser et accompagner les entreprises

○ Public visé

- Entreprises industrielles du Tarn et de l'Aveyron
- Secteurs d'activité :
 - ✓ Mécanique / métallurgie
 - ✓ Agro alimentaire
 - ✓ Bois /construction
 - ✓ Divers (chimie / cuirs / peaux / imprimerie / textile)
- Partenaires financiers





> **Opération « Objectif - 20% » : contenu**

○ **Etape préalable : Détection d'opportunité (gratuite)**

- Visite énergie réalisée par le conseiller environnement de la CCI (½ journée sur site)
- Identification de la situation énergétique et détection des pistes possibles d'économie

○ **Etape 1 - Diagnostic énergie et Aide à la décision**

- 4 jours de conseil par un prestataire spécialisé
- Identification des économies possibles par équipement et préconisations des modifications nécessaires
- Eléments chiffrés sur le coût et la rentabilité des préconisations
- Financement à hauteur de 60% net

○ **Etape 2 - Suivi et assistance**

- 10 jours (maximum) de conseil par un prestataire spécialisé
- Assistance à maîtrise d'ouvrage de toute ou partie des préconisations
- Financement à hauteur de 60% net

> Opération « Objectif - 20% » : résultats



○ Quelques chiffres clés (Aveyron)

- 28 visites énergie (total : 56)
- 22 diagnostics énergie (total : 39)
- 1 assistance à maîtrise d'ouvrage - soit 10 jours (total : 4 soit 33.5 j)

○ Retour d'expérience

- Démarrage de l'action en pleine crise financière et économique
- Intérêt marqué pour la phase "Aide à la décision"
- AMO réalisées en interne
- Identification d'un interlocuteur énergie
- Intérêt croissant pour maîtriser les consommations
- Opération encourageante (temps de maturation)
- Prolongement et passage à l'acte avec la future opération régionale (montage en cours)

Pôle QSE

Qualité Sécurité Environnement **de la CCI Aveyron**

Stéphanie SEJOURNE - Responsable

s.sejourne@aveyron.cci.fr

05 65 77 77 55

Elodie NAYRAL - Conseillère technique

e.nayral@aveyron.cci.fr

05 65 77 77 59

